

Contre les projets de fusions et la privatisation de l'université ! Pour une université auto-gérée gratuite, ouverte à toutes et tous critique et populaire !

Depuis décembre, plusieurs universités se mobilisent contre les projets de fusions les touchant, dernières moutures des réformes universitaires pro-patronales. En janvier ces mobilisations, bien qu'étant loin du ras de marée, ont tendu à se développer.



La fusion des universités, un projet qui s'inscrit dans une logique...

Les fusions d'universités s'inscrivent dans la logique patronale de la politique universitaire menée depuis les années 2000 et même bien avant. Cette politique suit globalement deux logiques liées : désengager l'état de l'université et orienter ce qu'il en reste vers l'intérêt des patrons nationaux et locaux en la privatisant et en la rendant plus compétitive à une échelle internationale.

Le désengagement de l'État a 2 rôles principaux

D'abord s'attaquer à la massification relative de l'ESR (Enseignement Supérieur et Recherche) ayant suivies les luttes de 1968. Cette attaque répond à deux idées défendant les intérêts patronaux :

- Il existe aujourd'hui un décalage entre le nombre de diplômé.e.s et les demandes des patrons dans leurs entreprises. Par exemple beaucoup d'étudiant.e.s ayant un master se retrouvent avec des postes demandant des années d'études moins importantes. Les patrons préfèrent donc faire baisser le nombre de diplômé.e.s en utilisant l'argent de l'État pour d'autres objectifs comme par exemple multiplier les cadeaux leur revenant dans les poches : CICE, Pacte de responsabilité... Il y a donc un transfert de l'argent de l'État des universités vers les entreprises.
- Ils savent aussi que l'université, surtout quand des couches du prolétariat y sont en partie intégrées, peut former des contestataires à leurs intérêts comme le mouvement du printemps dernier l'a montré. Du coup, leur intérêt est que l'État se désengage et mette en place une sélection pour exclure un maximum le peu des « classes dangereuses » y étant présentes, s'attaquant du même coup aux mouvements

étudiants.

Et puis en se désengageant l'État amène les universités à chercher de nouveau financement et ceux-ci sont trouvés dans les entreprises locales et nationales qui en échange prenne plus de poids dans les contenu des cours, dans l'organisation de l'université, et dans les thèmes de recherche de plus en plus utilitaires.

Cette 1^{ère} logique engendre par exemple un budget de l'ESR en baisse (en comptant l'inflation) depuis 2009 alors que 250 000 étudiant-e-s sont venus grossir les rangs de l'université.

La deuxième logique est la privatisation de l'université et l'augmentation de la compétitivité internationale

Les patrons cherchent à faire un maximum de profit et sont en compétition internationalement pour cela. Ils cherchent à avoir le plus proche d'eux les ingénieur.e.s, diplômé.e.s (...) leur permettant d'avoir par l'invention de procédés particuliers, de l'avance sur leur concurrents pour pendant un temps avoir accès à un sur-profit, et ainsi se développer plus rapidement. Et pour avoir à leur portée ces ingénieur.e.s ou/et diplômé.e.s leur permettant d'augmenter leur profits, il faut qu'ils rentrent un maximum dans les politiques mises en place par l'université pour les orienter vers leurs besoins du moment. Il faut aussi que les universités soient mises en compétition (aussi bien entre elles qu'en interne) et qu'elles gravissent des échelons dans la compétition internationale pour qu'émergent et/ou soient attirés celleux qui auront le plus de chances de créer ces procédés. Cela engendre concrètement la mise en place d'université à deux vitesses où par exemple de nombreuses sciences humaines, globalement moins apte à créer ces procédés, et donc jugés « moins rentables » sont sous financées et où la perspectives est leur quasi-suppression comme ça a failli être le cas au Japon (1). Le contenu des cours est par ailleurs de plus en plus dirigé par les patrons, un exemple international parlant est la mise en place de filières Pizza Hut, Macdonald ou KFC en Angleterre (2)

Ces deux logiques engendrent par ailleurs des politiques de hausses des frais d'inscription et de développement de la sélection comme dernièrement l'officialisation de la sélection en master (3).

Du côté de la recherche, il se passe un phénomène équivalent, avec les projets financés en partie par les entreprises. Cela leur permet de faire des économies d'impôt avec le crédit d'impôt recherche, et aussi d'utiliser la production de recherche à moindre frais de fonctionnaires (chercheur-se-s) ou précaires (doctorant-e-s, post-doctorant-e-s) dont le salaire est totalement ou en grande partie assurée par l'État.

...et une histoire pro-patronale

Les réformes récentes ayant amenées aux projets de fusions suivent cette double

logique patronale. Ainsi la loi LRU (Loi Relative aux Universités 2007) a mis en place « l'autonomie des universités ». Alors qu'avant leurs budgets étaient directement gérés par l'État, elles se sont retrouvées à pouvoir le gérer seules l'état ne leur allouant qu'une somme annuelle. Mais ce budget, comme dit plus haut a baissé (lorsque l'inflation est prise en compte) alors que le nombre d'étudiant.e.s a augmenté amenant les universités à chercher des financement ailleurs et donc dans les entreprises avec par exemple la multiplication des partenariats publics-privés (comme la récente reconstruction du Mirail à Toulouse avec Vinci). Les conseils d'administrations (CA) ont été ouverts aux « personnalités extérieures » c'est-à-dire de prêt ou de loin des personnalités proche du patronat et avec la loi Fioraso (2013) leur nombre potentiel a augmenté (jusqu'à 50% du CA !).

La recherche après avoir été mise sous tutelle par l'état en 2005 (Pacte pour la Recherche) a été orienté vers des objectifs de rentabilité, et l'État a déterminé la vie ou la mort de certains laboratoire selon cet objectif. La loi Fioraso a quand à elle fait passer le transfert de la recherche public vers le privée comme une mission du service public.

Elle a aussi accentué la casse du cadre national des diplômes (fait que leur contenu soit décidé nationalement et soit le même partout en France) mais aussi celle de la gestion nationale des budgets pour aller vers une régionalisation et ainsi les adapter au besoins de patrons locaux.

Par ailleurs, elle a forcé les universités à se regrouper sur des aires géographique données. Dans l'objectif de gravir des échelons dans les classements internationaux mais aussi pour mutualiser les doublons, c'est à dire supprimer filières et postes.

Enfin, des subventions régionales et nationales ont été allouées, mettant en concurrence les universités pour les obtenir et accroissant les inégalités entre elles. Ceci accentue encore l'éducation à deux vitesses avec la création de « facs poubelles » et de facs d'élites. Les critères d'obtention étant en lien avec la recherche de rentabilité, la compétition internationale, et le rapprochement avec les entreprises locales.

La pression à la fusion, et ses conséquences

L'IDEX (Initiative d'excellence) fait parti de ces subventions, il s'agit d'un complément donné « aux meilleurs » répondant le plus aux critères de la concurrence internationale. Et c'est un moyen important servant en ce moment pour pousser les universités vers la fusion. En effet, toutes les universités qui avaient accès à cet IDEX et qui ont refusées la fusion se le sont vu retirer. Plusieurs présidences ont utilisé ce prétexte pour lancer des projet de « reconquête de l'IDEX » s'orientant donc vers une fusion.

Nous devons combattre cette logique. En effet, parmi les trois type de regroupement

d'université que la loi Fioraso a imposé (association (ou confédération), fédération (ou COMUE) ou fusion), la plus intéressante pour les patrons et la pire pour les travailleur.se.s et les étudiant.e.s était et est toujours la fusion. En effet c'est elle qui va le plus loin dans le rapprochement des universités :

- Contrairement à la confédération, elle met en place des instances gestionnaires communes à toutes les universités.
- Contrairement à la fédération le budget est géré et divisé par les instances centrales entre chaque collège (les universités perdant leur personnalité morale et juridique).

Puisque tout est géré de façon centrale, et que jusqu'à 50% du Conseil d'Administration est composé de personnalités extérieures, il est bien plus facile de mutualiser et supprimer postes et filières vues comme des doublons et ainsi empirer les conditions d'étude et de travail. Il est aussi plus facile de sous-financer les filières jugées non rentable (lettres, philosophie, arts...). Par exemple, le projet un peu particulier de fusion des universités Toulousaines propose que seulement 3 représentant.e.s de l'actuelle fac de sciences humaines siègent sur 23 en conseil d'administration. Alors que les étudiant.e.s de cette fac représente un peu moins de la moitié des étudiant.e.s du grand établissement en projet... Voilà qui laisse augurer de la politique qui sera mise en place.

Les grands établissement une perspective pour l'université au service des patrons

Un statut particulier touchant les universités fusionnées ou non va plus loin dans la défense des deux logiques patronales cités plus haut, et c'est vraisemblablement une des perspective attendant de nombreuses université françaises : *le grand établissement*.

Cet organisme n'est juridiquement pas une université et contrairement à elles il peut déroger à la plupart des règles du code de l'éducation, les siennes étant globalement décidées par décret en Conseil d'état. Le code de l'éducation limite, entre autres choses, la sélection à l'université (depuis peu « seulement » officiellement en master), le montants des frais d'inscription, et le nombre de personnalités extérieures siégeant dans les conseils (maximum 50%). Et bien les grands établissement dérogent à tout cela et peuvent aller bien plus loin. Par exemple, l'université de Paris Dauphine en est un depuis 2004, les étudiant.e.s, pour s'inscrire via internet, n'ont plus accès à un onglet « inscription » mais à un onglet « candidature » (il y a donc sélection dès la licence). Par ailleurs, les frais d'inscriptions en licence peuvent aller jusqu'à 2200 euros, et l'inscription dans leurs « master d'excellence » appelé « diplôme du grand établissement » coûte entre 1650 et 6050 euros. Ces grands établissements existent aussi à l'université de Lorraine (8) et dans d'autres universités non-fusionnées. C'est le projet qui concerne actuellement les universités du Mirail de Paul Sabatier, l'INP et l'INSA sur Toulouse.

Des résistances à construire : une mobilisation qui s'étend contre les projets de fusion et des logiques similaires

Mais contre tout cela depuis décembre 2016, un début de mobilisation s'est fait jour dans les universités contre les fusions et des projets suivant les mêmes logiques.

Ainsi, après avoir bloqué un conseil d'administration devant engager la fusion des universités Paris 3-5-7 en décembre et après que la direction de Paris 7 a, par un coup de force, réussit à imposer le début du projet patronal (en le votant au rectorat en plein partielle !), la mobilisation a repris en janvier et deux AGs de 200 et plus de 250 étudiant.e.s profs et personnels des trois universités se sont tenus se positionnant de nouveau fermement contre la fusion et revendiquant la démission du CA et du président. Ces AGs ont par ailleurs appelé à une grève avec blocage filtrant et à une journée banalisée le 21 février, à un rassemblement *interfac* devant le CA de l'USPC le 22 février et à une grève nationale le 7 ou le 8 mars. (4)

À Toulouse, à l'université du Mirail, suite à un blocage réussi du conseil d'administration devant voter la feuille de route amenant à la fusion dans un grand établissement des universités du Mirail de Paul Sabatier et des instituts de l'INP et de l'INSA, deux AGs se sont tenues réunissant respectivement 400 et 350 étudiant.e.s, enseignant.e.s chercheur.se.s et personnels. Deux AGs qui ont dit haut et fort leur refus total du projet de fusion et qui ont engendré deux comités de mobilisation de 50 puis de 30 étudiant.e.s enseignant.e.s et personnels. De nouvelles actions sont prévues pour la semaine à venir. (5)

À P4-P6 un rassemblement a eu lieu devant le conseil d'administration devant voter la fusion des deux universités le 20 Janvier, malheureusement la fusion a été voté malgré la mobilisation sur place : comité de mobilisation (né pendant la lutte contre la loi travail et qui continue à bien vivre) et syndicats essayant de mettre le maximum de battons dans les roues à ce projet désastreux. (6)

À Caen le nouveau président a voté dans l'opacité la plus totale le remplacement de la bibliothèque de sciences de l'Homme de la fac par une cafétéria (voir notre article : <http://tendanceclaire.org/article.php?id=1135>). La bibliothèque sera sans doute absorbée par celle de Droit-Lettres, perdant ainsi ouvrages et postes. Par ailleurs les fusions amorcées il y a deux ans ont engendré, entre autres choses, la fermeture d'une autre bibliothèque ainsi que des campus et l'intégration à l'UFR science de l'Homme des UFR d'Histoire et de Psycho amenant à la suppression d'une vingtaine de postes. La sélection a aussi été mise en place en master. Contre tout cela le 30 janvier une action a réunis 200 étudiant.e.s, personnel.le.s et enseignant.e.s chercheur-se-s et a réussi à empêcher la cérémonie des vœux du président. Le 2 février, une AG a rassemblé 190 personnes principalement étudiant.e.s (mais pas que). Elle a entre

autres voté la revendication du maintien de la BU HSS (humanités sciences sociales) la mise en place de deux AGs par semaine (dont une le 07/02) et d'un comité de mobilisation. (7)

Contre l'austérité et la privatisation de l'université, pour une université ouverte à tou.te.s populaire, critique et autogestionnaire

Cette mobilisation est salutaire et il est nécessaire de la construire centralement. Si nous souhaitons aller vers un mouvement de masse victorieux, il faut œuvrer à la mise en place d'AG et de cadres d'auto-organisation dans la plupart des facs contre les fusions, la sélection en master et la mise en place d'université à deux vitesses. Par ailleurs parce qu'étudiant.e.s, enseignant.e.s chercheur-se-s et personnel.le.s sont tou.te.s touché.e.s par ces attaques, il est centrale que nous avancions ensemble. Mais parce que ces différents projets défendent les intérêts des patrons en général il nous faudra aussi nous joindre aux fonctionnaires souffrant aussi de l'austérité ainsi qu'à l'ensemble des travailleur.se.s, privé compris, qui subissent des attaques des mêmes ennemis.

Parce que des mobilisations se développent, il va rapidement être nécessaire de mettre en place une date de manifestations nationale pour faire connaître le plus largement possible nos bagarres.

Il est aussi nécessaire de rejeter les lois LRU et Fioraso dont la fusion comme on l'a vu est directement issu. Plus largement, c'est tous le processus d'austérité universitaire et de privatisation de l'université que nous devons rejeter.

Plus fondamentalement, il s'agit de saisir l'occasion du mouvement pour débattre d'une autre vision de l'université, d'un projet qui corresponde aux intérêts des travailleur-e-s et de la jeunesse. À leurs feuilles de route délétère, nous devons opposer la notre !

À leur démocratie patronale nous proposons d'opposer l'autogestion, non pas à l'échelle d'une AG, mais à l'échelle de toute l'université : pour faire reculer l'aliénation dans le travail universitaire, sans président, sans conseils avec des membres nommés par en haut, sans patrons d'aucune sorte, l'université peut être gérée par celles/ceux qui la font vivre, en élisant à tous les échelons des délégué.e.s révocables et devant rendre des comptes.

À leur université précarisante et austéritaire, nous proposons d'opposer pour les personnel.le.s et enseignan.te.s/chercheur.se.s, la titularisation de tou.te.s les précaires, la création de nombreux postes d'enseignant.e.s-chercheur.se.s et de personnels, la revalorisation des salaires pour les titulaires de catégories C et B et une répartition du travail entre toutes et tous.

Pour les étudiant.e.s, nous revendiquons la mise en place d'un salaire étudiant pour que les études ne soient plus synonymes de précarité.

À leur université d'élite emploie de sélection et fermée aux classes populaires, nous proposons d'opposer une université gratuite, populaire, ouverte à toutes et tous !

Mais cette université pose la question du type de société dont nous voulons. Il ne faut pas croire que les patrons et les actionnaires vont accepter sans broncher de tels bouleversements. L'université a en effet des fonctions essentielles dans le système capitaliste, comme la reproduction de la main-d'œuvre intellectuelle et la production d'une idéologie justifiant le système. Pour changer durablement les choses, il sera donc nécessaire que les travailleur.e.s et les jeunes collectivisent les grands moyens de production pour prendre le pouvoir économique et politique.

1/

<http://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/japon-jugees-inutiles-26-universite-s-de-sciences-humaines-et-sociales-vont-fermer-16801/>

2/

<http://www.afrikmag.com/angleterre-la-pizza-est-une-filiere-detude-dans-une-universite/>

3/Sélection en master :

<http://www.solidaires-etudiant.org/blog/2017/01/29/selection-en-master-de-moins-en-moins-floue-de-plus-en-plus-nuisible/>

Pour te tenir informé.e sur la lutte contre la fusion

4/A Paris 3-5-7 :

<https://www.facebook.com/fusionP357/>

5/A Toulouse :

<https://www.facebook.com/Info-Lutte-Université-Mirail-823134714396392/?fref=ts>

<https://www.facebook.com/stopfusiontoulouse/>

6/A P6-P4

<https://www.facebook.com/jussieucontrelalotravail/>

7/A Caen :

<https://www.facebook.com/SL-Caen-Solidaires-Etudian->

-e-s-1658687841058958/?fref=ts

8/Pour en savoir plus sur la situation de l'université de Lorraine :
<https://blogs.mediapart.fr/vincent-goulet/blog/021014/pourquoi-j-ai-demissionne-de-l-universite-de-lorraine>

Pour en savoir plus sur la fusion des universités toulousaines :
<http://stopfusiontoulouse.wixsite.com/stopfusion>

Thomas Lerouge, le 7 février 2017